

l'économie française. Si les monopoles ont affermi leur position, c'est en réduisant la concurrence et aussi en s'efforçant de mieux exploiter les travailleurs. Les conditions de vie de ceux-ci se sont progressivement détériorées, en particulier pour ce qui est du logement, de l'emploi, des transports (: hausse de la durée du travail) et surtout de la hausse de l'intensité du travail. Les couches moyennes sentaient leur situation devenir plus précaire ; les petits commerçants entrevoyaient leur décrépitude ; et les petits paysans continuaient à manifester leur mécontentement malgré l'habileté d'E. Faure et, de fait, leur disparition s'accélérait. Le gaullisme n'avait pas réussi à affermir la situation de l'économie française ; les concessions qu'il devait faire en période électorale menaçaient le Marché Commun Agricole (cf. le lait, en hiver 67), mais cela était indispensable au gaullisme s'il voulait maintenir son appui social sur les couches moyennes (les plus perméables à la phraséologie gaullienne de grandeur nationale). La situation de l'économie française (en 66, la presse patronale avait coutume de dire que les entreprises françaises étaient à vendre), les travailleurs sentant leur condition se détériorer, le chômage menaçant, les couches moyennes pressant leur fin prochaine : C'est ce qui explique les relatifs succès obtenus aux présidentielles de 65 et aux législatives de 67 par les sociaux-démocrates et les réformistes. Mais la grande bourgeoisie, elle aussi, commençait à avoir des doutes sur les vertus du bonapartisme (cf. l'opération Lecanuet) et s'irritait du nationalisme du général (problèmes de l'Europe). Les contradictions du gaullisme subsistaient et s'affirmaient ; d'abord, la superstructure politique qu'il devait développer s'opposait à l'infrastructure économique pour laquelle il œuvrait. En effet, pour être crédible, Bonaparte devait développer une politique de grandeur soucieuse de «la place de la France dans le concert des nations» ; mais sa véritable action consistait à réinsérer l'économie française dans l'économie mondiale à une place moindre que celle à laquelle elle avait prétendu. La principale contradiction du gaullisme restait qu'il trouvait son appui social sur les classes moyennes, alors que sa destination était d'œuvrer pour les monopoles, c'est-à-dire finalement contre les dites classes moyennes.

b) LA FIN DU BONAPARTISME ET «L'APRES-GAULLISME»

La grande bourgeoisie commençait à lâcher De Gaulle (opération Giscard, après Lecanuet), les couches moyennes étaient mécontentes, mais surtout, les travailleurs, excédés par leur condition, s'engageaient dans la grande révolte populaire de Mai 68. Si le mouvement de Mai, cassé par la complaisance des réformistes, s'est finalement soldé par une victoire électorale éclatante du gaullisme, personne ne s'y trompait. On avait paré au plus pressé, mais il était évident que le «destin national» de De Gaulle avait fini dans le lac ; Bonaparte avait vécu. Les invocations («grandeur», «unité nationale», et la nouveauté : «participation») qui naguère faisaient fureur, étaient considérées comme les phantasmes d'un vieillard stérile et étaient défendues mollement par les partisans du général. De plus, son refus de reconnaître l'ampleur de la secousse qu'avait subi le capitalisme et, en particulier, celle de dévaluer le franc, lui firent définitivement perdre le soutien de la grande bourgeoisie et celui de certaines couches moyennes (cadres). Pompidou avait senti le vent : le «manager» s'appropriait à prendre la relève. Ce qu'il fallait, c'était utiliser les hausses de profits (en 69, les meilleurs depuis 45) pour s'attaquer encore une fois à la restructuration de l'économie française. Les structures archaïques de celle-ci étaient (sont encore), plus pesantes que jamais et si les hausses de salaires de Grenelle avaient été rapidement récupérées (dès mars 69) grâce à la hausse des prix et à celle de la productivité, il fallait à tout prix améliorer sa compétitivité externe quitte à abandonner une partie de l'économie aux capitaux allemands et américains. La politique de grandeur était un anachronisme et n'avait plus le succès d'antan ; il fallait un nouveau régime qui, par sa volonté de «développement économique» puisse continuer à défendre activement les monopoles tout en s'appuyant sur les couches «les plus conscientes des impératifs économiques» (les cadres). Se réclamant du gaullisme, le nouveau régime a pu conserver la partie des électeurs qui restaient nostalgiques de Bonaparte ; après avoir opéré les réajustements les plus urgents (dévaluation) il a pu reprendre la mystification gaullienne sur le capitalisme finalisé, mieux : «la nouvelle société».

III-LE PLAN DE REDRESSEMENT ET LES TENTATIVES DE RESTRUCTURATION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE-

Dès son arrivée au pouvoir, Pompidou devait procéder à la dévaluation qu'attendait tant la grande bourgeoisie. La dévaluation, qui consacre une rétrocession au sein du processus productif mondial, s'imposait d'abord parce que les réserves de la Banque de France étaient

trop largement entamées (du fait du déficit extérieur : marchandises et capitaux), et ensuite parce qu'elle permettait de faire mieux passer la politique d'austérité. On pouvait argumenter en stigmatisant les «mauvais» spéculateurs (absurdité : le propre du capital n'est-il pas de «rapporter» ?) et en promettant, si l'on était sage, des lendemains heureux avec un franc retrouvé. Mais Giscard savait très bien que là n'était pas véritablement le problème ; il savait que la politique développée depuis 1965 («Comité de Développement Industriel», «Plan-Calcul», assistance aux monopoles, etc.) avait été insuffisante et que ce qu'il fallait, c'était permettre aux monopoles d'améliorer leur compétitivité extérieure, et pour cela, avant tout, s'efforcer de juguler l'inflation qui se développait. Juguler l'inflation, cela consiste à s'arranger pour que les travailleurs mettent à l'écart leurs revendications salariales. Or, après la dévaluation, les travailleurs comprenant bien qu'ils seraient les dindons de l'affaire et constatant que leur niveau de vie stagnerait voire régresserait s'ils ne se manifestaient pas, présentèrent une combativité élevée. D'où, bien sûr, l'offensive Chaban sur la nouvelle société que n'ont pas trop contrariée les actions des directions réformistes, tendant à isoler les grévistes et à stopper leurs mouvements. Dans le même temps, Giscard poursuivait son «plan de redressement» qui, comme son aîné, le plan de 63, avait des objectifs structurels et non conjoncturels. Il s'agissait de permettre aux monopoles d'effectuer une modification de structure de l'économie française, sur le plan de l'organisation technique, de la gestion et de la distribution, qui puisse permettre à la France de résister aux capitaux allemands et américains. Ce qui est certain, c'est qu'après un an, le plan Giscard, malgré les satisfecit que son auteur s'accorde, n'est pas atteint. Il ne l'est pas d'abord, quant à ses objectifs avoués : les prix ont atteint 3,9% de hausse (objectif pour l'année) après sept mois seulement ; certes, l'équilibre commercial extérieur a été retrouvé en avril (prévu pour juillet) mais en juillet, le déficit a été de 10% ; la production industrielle a pratiquement stagné depuis janvier ; le chômage croît rapidement. Mais pour ce qui est de ses objectifs véritables le bilan n'est pas meilleur : certes, la concentration s'est poursuivie à un rythme accéléré ; mais il s'agit d'une concentration financière qui, en soi, n'améliore pas la position concurrentielle de l'industrie française, laquelle exigeait une concentration technique (avoir des unités de production qui puissent entrer en concurrence avec celles de l'Allemagne ou des Etats-Unis). L'économie française conserve ses P.M.E. qui ne sont pas comme les P.M.E. allemandes ou américaines des sous-traitants des grands trusts, mais qui sont des entreprises archaïques et trop faibles pour le capitalisme moderne. La situation de l'industrie française se détériore sur le marché mondial, et surtout vis-à-vis de son principal partenaire : l'industrie allemande. Parant au plus pressé, les capitalistes français ont utilisé les bénéfices importants de 1969 pour améliorer la productivité par travailleur (ce qui est différent de la compétitivité externe) et pour accorder des hausses de salaires par crainte de conflits sociaux. L'inflation s'est donc poursuivie et le moyen, à terme, de la juguler, est de reconstituer l'armée de réserve industrielle (ce qui est possible grâce à la hausse de la productivité). La compétitivité ne s'est pas améliorée et l'opinion capitaliste française paraît aujourd'hui disposée (cf. affaire Ford à Bordeaux !) à accepter l'implantation de capitaux américains ou allemands. On pourra objecter que si les modifications visées par le plan Giscard ne sont pas réalisées c'est qu'on ne peut en un an «reconstruire» une industrie ; le raisonnement est faux ! Car ce qui importe, c'est que l'écart entre l'industrie française et son principal partenaire, l'industrie allemande s'accroît sans cesse ! Ceci est important du point de vue des contradictions internes de la grande bourgeoisie : celle-ci par crainte de conflits sociaux, hypothèque son avenir international, ce qui est en opposition avec les volontés de Giscard et ce qui aussi donne un sens à la tentative de J.J.-S.S. d'obtenir la confiance du grand capital («Le défi américain» c'est l'Europe à tout prix, autant dire le capital allemand à tout prix !).

Enfin, du côté de la petite bourgeoisie, les choses se gâtent : les petits paysans voient depuis deux ans leur pouvoir d'achat dégringoler et la ruine des petits commerçants est foudroyante (ex. un fonds de commerce dans la région parisienne qui valait 120 000F. il y a deux ans, se vend aujourd'hui difficilement 30 000F. !).

On ne voit pas comment on pourrait empêcher l'euthanasie du secteur pré-capitaliste de se poursuivre, ce qui a pour conséquence directe que les tentatives de séduction de la classe ouvrière ne peuvent que se multiplier et que les cadres et employés doivent pouvoir supplanter la petite bourgeoisie dans le soutien au régime.